

Plusieurs milliers de personnes réunies contre les gaz de schistes en Ardèche



Des élus manifestent contre l'exploitation du gaz de schiste à Villeneuve-de-Berg, en Ardèche, samedi 26 février.
AFP/JEAN

Plusieurs milliers de personnes, dont José Bové, ont convergé samedi 26 février en Ardèche pour le premier rassemblement national contre l'exploitation du gaz de schiste. Derrière le slogan "No gazaran", entre 10 000 (selon la préfecture) et 20 000 personnes (d'après les organisateurs) ont fait, le temps d'un après-midi, du petit bourg de Villeneuve-sur-Berg l'épicentre de l'opposition croissante à l'exploitation de ce gaz emprisonné à 3 000 mètres sous terre

A pied, à vélo, en poussette, en voiture ou en autocar, une foule bigarrée et bon enfant, venue de tout l'Hexagone, s'est rassemblée sur une aire de repos au bord de la route nationale, interdite à la circulation, pour dire "Stop au gaz de schiste". En contrebas, la plaine de Mirabel, des fermes, des vignes, des cultures, un camping. Au loin, les montagnes si chères à Jean Ferrat. Ici, "ils risquent de forer deux puits" et d'ériger une torchère, pour brûler les gaz, explique Guillaume Vermorel, spéléologue et l'un des initiateurs du rassemblement.

"Ils"? Les industriels Schuepbach Energy et GDF-Suez qui ont obtenu un permis pour explorer 930 km² autour de Villeneuve. Deux autres permis, dits de Nant (Aveyron) et Montélimar (Drôme), ont été accordés en mars 2010 par les services de l'ancien ministre de l'environnement, Jean-Louis Borloo. Devant la fronde grandissante des élus locaux et régionaux, des riverains et des écologistes, Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé début février la suspension des travaux d'exploration dans l'attente des conclusions d'une mission d'évaluation des enjeux environnementaux, en juin.

INQUIÉTUDES AUTOUR DES NAPPES PHRÉATIQUES

Principales inquiétudes des opposants : la pollution des nappes phréatiques et les dégâts sur les activités rurales et touristiques. Pour extraire ce gaz, il faut effectivement forer des puits tous les 200 mètres et y injecter des millions de m³ d'eau additionnée de sable et de produits chimiques afin de libérer les particules gazeuses. Même "la collectivité n'a rien à y gagner, sauf qu'elle devra entretenir les routes abîmées par les camions", insiste M. Vermorel.

Pour José Bové, député européen Europe Ecologie, fer de lance de la contestation et présent au rassemblement, l'exploitation de ces gisements pose la question du "gaspillage énergétique". "Il est temps de se demander comment on rend l'énergie plus efficace, renouvelable et non destructrice de l'environnement", plaide l'ancien du Larzac. A ses yeux, il n'y a qu'une issue à la mobilisation, née en

quelques semaines seulement *"du mépris des citoyens et des élus"* par le gouvernement et des entreprises qui *"jouent aux apprentis sorciers"*: l'abrogation des permis.

Pour appuyer leur combat, les différents collectifs départementaux se sont par ailleurs constitués samedi matin à Valence en coordination nationale. Dans la foule, barbe blanche et cheveux longs, Alain Gibert, maire écologiste de Rocles, estime qu'*"il se passe la même chose qu'avec les OGM : les populations ne sont pas consultées"*. Et les maires non plus. Alors, dans sa commune ardéchoise de 240 habitants, il a pris, comme contre les OGM, un arrêté pour interdire l'exploitation de ce gaz. A ce jour, la préfecture ne l'a toujours pas contesté. Et la culture des OGM est interdite en France.